

# VIVONS-NOUS UNE CRISE DE CIVILISATION?

---

Ignace Berten

La question que je voudrais poser porte sur ce que nous vivons en Europe (et largement aux États-Unis): je parle donc de la civilisation européenne<sup>1</sup>.

## 1. UNE CRISE DE CIVILISATION

Au cours du débat malheureux en France au sujet du mariage pour tous, plusieurs évêques et autre intervenants catholiques ont parlé, comme une menace radicale, d'un changement de civilisation, ou d'une rupture de civilisation, les fondements mêmes de la société étant ainsi mis en cause ou détruits. Il s'agit là d'une dramatisation irresponsable. Ce sur quoi, je suis d'accord, c'est qu'il est question aujourd'hui de changement de civilisation, je dirais de crise de civilisation, la question posée par l'union ou le mariage homosexuel n'étant qu'un symptôme parmi beaucoup d'autres.

L'idée ou la conviction ou plus encore le sentiment généralisé et diffus qu'il y a crise est très présent. On parle de crise depuis la fin des années 70, mais cela s'est fortement accentué depuis 2008, et la débâcle financière. La portée du mot crise, dans les médias et conversations, est essentiellement socioéconomique. Crise de l'euro, de la dette (Grèce, Espagne, Portugal, Irlande...), fermetures ou délocalisations d'entreprises, etc.

Cette crise est à l'avant-plan et à l'ordre du jour de tous les médias et des conversations depuis quelques années. Les politiques d'austérité, les menaces qui pèsent sur la protection sociale, la mise en cause de l'indexation des salaires<sup>2</sup> ou de la continuité des indemnités de

---

<sup>1</sup> Cet article est le développement d'une conférence donnée à Bruxelles, d'où la référence pour les exemples à des situations locales. Le texte a par ailleurs été actualisé.

<sup>2</sup> En Belgique comme au Luxembourg, les salaires sont indexés sur l'évolution des prix, ce qui assure le maintien du pouvoir d'achat malgré l'inflation. L'OCDE et les instances européennes critiquent ce système. Les syndicats y sont très fortement attachés.

chômage, les inquiétudes sur l'avenir des pensions, les fermetures ou restructurations d'entreprises et le chômage qui ne cesse de croître, la multiplication des mendiants dans nos rues... Tout cela est l'expression de cette crise. On peut se rassurer en se disant que c'est un mauvais moment à passer, et qu'avec un peu de sagesse et de volontarisme, on retrouvera de la croissance. Mais personne n'y croit vraiment.

La crise est aussi politique. La Belgique fédérale a connu une difficulté majeure à constituer un gouvernement après les élections législatives<sup>3</sup>, et la coalition actuelle est certainement fragile et peu cohérente. La question se pose: la Belgique unitaire va-t-elle continuer à exister? Or cette conjoncture politique n'est pas isolée: plusieurs États ont connu ces dernières années de grandes difficultés à constituer les coalitions nécessaires à la mise en place d'un gouvernement. L'intégrité nationale est mise en cause aussi dans plusieurs pays: un référendum se profile sur l'indépendance de l'Écosse. Des questions sont posées en Espagne, en Italie... Il est évident aussi que l'Union européenne connaît une crise de gouvernance: la mécanique communautaire est grippée. L'euro-scepticisme ne cesse de croître. Le sommet européen consacré au budget, après d'âpres négociations dans la confrontation des intérêts nationaux et sans perspectives proprement européennes est arrivé à se mettre d'accord sur un budget minable et pour la première fois en diminution pour la période 2014-2020. Dans un premier temps, les présidents des quatre groupes parlementaires principaux du Parlement européen ont déclaré qu'ils refuseraient ce budget. Après négociation, le Parlement a finalement voté le budget, plus ou moins contraint et forcé, après avoir obtenu quelques aménagements marginaux.

L'Union européenne est née d'un grand projet: non seulement la paix entre France et Allemagne, ce qui est heureusement acquis, mais aussi un projet de croissance partagée dans la coopération et la solidarité. Cela a été vrai pendant un certain temps. Mais ce temps est passé. La croissance n'est plus là, ni la coopération, ni la solidarité. L'Union est devenue une grande machine, assez technique, loin des citoyens. Et de plus les gouvernements n'ont cessé d'en faire la cause de toutes les décisions pénibles qu'ils ont eux-mêmes prises solidairement en Conseil.

---

<sup>3</sup> La Belgique a été quinze mois sans gouvernement fédéral par incapacité à former une coalition de majorité, le gouvernement démissionnaire assurant les affaires courantes. Il faut préciser que l'État étant fortement décentralisé et fédéralisé, les gouvernements régionaux continuaient à fonctionner normalement.

Bouc émissaire donc. Pas étonnant que les citoyens doutent, s'en désintéressent ou s'en méfient. Pour les citoyens européens, il n'y a de ce fait plus d'horizon de projet, et encore moins de promesse. L'Europe semble livrée aux pouvoirs et aux caprices de la mondialisation, c'est-à-dire de puissances étrangères qui lui échappent.

Cette Europe, qui a été la première puissance mondiale avant la montée de États-Unis, qui a été puissance politique et économique, mais aussi culturelle, sera réduite nécessairement à n'être plus qu'un acteur plus ou moins mineur, compte tenu de la montée en puissance de la Chine, de l'Inde, du Brésil, etc., et de la dynamique démographique: d'ici quelques années elle ne comptera plus que pour 6 ou 7% de la population mondiale.

Crise économique, atmosphère de crise politique: pour autant peut-on ou doit-on parler de crise de civilisation?

On peut dire sans doute que la modernité occidentale est à bout de souffle; ses ressources politiques et culturelles sont largement épuisées. Les symptômes d'un tel diagnostic sont multiples. J'en relève quelques uns, sans prétendre à l'exhaustivité.

### **1.1. Le rapport à la nature**

- Le paradigme de la toute-puissance de la raison technoscientifique montre ses limites. Selon Descartes, «connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air [...], nous les pourrions employer [...] à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature» (*Discours de la méthode*, 6<sup>e</sup> partie). Mais les États-Unis font l'expérience que la nation la plus puissante aux plans économique, industriel et scientifique est incapable de maîtriser une tornade et de s'en protéger efficacement, même si elle a pu résister bien mieux que Haïti la voisine. Et le Japon a montré sa double fragilité face à un tsunami et une catastrophe nucléaire sans précédent. De plus, cette raison technoscientifique est incapable d'apporter la sagesse politique dans le monde: la violence des guerres et des conflits contemporains en témoigne.
- L'épuisement des ressources: la société industrielle est de plus en plus consommatrice de ressources limitées: ressources énergétiques, pétrole et gaz principalement, métaux, entre autres ceux issus des terres rares. L'utilisation agricole et industrielle de

l'eau assèche cette ressource vitale pour l'usage domestique. La surpêche épuise les ressources halieutiques. Il y a déséquilibre manifeste entre démographie, modèles de développement et modes de production et de consommation.

- Notre mode de vie, de production et de consommation, demande de plus en plus énergie. L'atome est une source inépuisable d'énergie sans doute, mais au prix de quels risques? Et quelles conséquences environnementales à moyen et long terme de l'utilisation des réserves de gaz de schiste: Etats-Unis, peut-être Angleterre ou Pologne? La France est-elle intervenue au Mali seulement pour des raisons humanitaires? Les ressources d'uranium, entre autres, n'y sont-elles pour rien (sans réduire pour autant l'explication aux seuls intérêts économiques)?
- La production tant agricole qu'industrielle détruit les sols et pollue les eaux jusqu'aux nappes phréatiques, la production agricole par l'utilisation d'engins lourds sur les champs et de grandes quantités de pesticides et engrais, la production industrielle par ses rejets sur les sols ou dans les eaux.
- Le climat: malgré les contestations orchestrées principalement par de grands lobbies industriels, le consensus s'impose que la température moyenne de notre globe s'élève comme conséquence des activités humaines, et que cette élévation de la température va dérégler en profondeur notre climat si nous ne changeons pas rapidement nos comportements. La fréquence des cyclones et ouragans et surtout leur violence, l'augmentation des pluies ou des sécheresses selon les régions semblent liées déjà à ce phénomène. La montée du niveau des mers risque d'engloutir des régions côtières entières sans protection, surtout dans des régions pauvres fortement habitées.

Notre rapport à la nature est aujourd'hui source de questionnement. Questions inconnues jusque très récemment. Mais c'est globalement notre mode de production et de consommation, et donc notre mode de vie qui est en cause.

## **1.2. Le rapport à l'espace et au temps**

La révolution électronique a complètement changé notre rapport à l'espace et au temps.

- La géographie n'est plus la même. Le monde est devenu un grand village a-t-on dit. Oui, d'une certaine manière, car les distances ont été abolies: je suis en communication immédiate avec toute la terre. Un grand village, qui a cependant son extérieur: tous ceux qui ne sont pas connectés.
- Le temps n'est plus le même non plus: l'information circule en temps réel, immédiat autour de la terre. Surabondance de l'information, et filtrage en même temps: une certaine information, orientée très souvent, nous est immédiatement accessible. Mais il y a toujours d'énormes secteurs d'ombre...
- Une surabondance de l'information dans l'immédiateté: comment en faire le tri, la hiérarchisation?
- De ce fait la décision politique est contrainte aussi à l'immédiat: plus le temps et la distance pour la décision réfléchie...
- Le système de production est lui aussi complètement transformé. Le Mac est un produit dit américain: quelle est la part américaine de ses composants? Il en va de même pour la Renault Clio dite française...

### **1.3. L'apprenti sorcier?**

- Nos industries sont arrivées à utiliser efficacement beaucoup d'éléments naturels inconnus ou sans usage jusque récemment (pensons aux terres rares et aux métaux stratégiques dont elles sont la source); nous créons constamment de nouvelles molécules. L'alimentation industrialisée a certes des exigences sanitaires plus élevées que n'étaient celles de la production et de la cuisine artisanales, mais elle utilise aussi de multiples produits dont certains sont loin d'être inoffensifs ou dont on ne connaît pas bien les effets. Il se fait qu'après coup on découvre parfois que cela cause des dommages graves. Ainsi il apparaît que l'usage largement répandu de bisphénol A et de phtalates dans les matières plastiques destinées aux produits alimentaires ont des effets négatifs sur la fertilité masculine...
- L'utilisation des biotechnologies et leur application au corps humain offre de nouvelles possibilités multiples. Elles contribuent à l'amélioration de la santé et à la diminution des souffrances. Les possibilités techniques d'un être humain amélioré sont envisagées. En ce sens, comme le suggère un article de journal, Lance Armstrong

qui s'est abondamment dopé annonce-t-il l'homme de demain? Serons-nous tous plus ou moins dopés en fonction du type de performances attendues de nous? Tout le possible scientifiquement et techniquement est-il souhaitable? est-il responsable?

- Le développement des nanotechnologies conduit à ce que des nanoparticules sont déjà présentes dans de nombreux produits, alimentation, vêtements: quels effets à long terme? On ne le sait pas. Elles sont envisageables dans le domaine médical, et sont porteuses de promesses, mais ici encore, on en évalue difficilement les conséquences possibles.
- L'atome est une formidable source d'énergie, largement non polluante dans la production de l'électricité, mais la sécurité totale n'existe pas, et l'ampleur des catastrophes en cas d'accident majeur est incalculable. Une étude vient d'être publiée en France: un accident similaire à celui de Fukushima, très improbable, ferait 80.000 réfugiés radiologiques et coûterait 430 milliards d'euros. De plus on n'a aucune solution entièrement satisfaisante en ce qui concerne le traitement des déchets.
- Quelle utilisation raisonnable du principe de précaution? Il est souvent impossible de prévoir toutes les conséquences négatives possibles de l'introduction de nouvelles technologies ou de nouveaux produits. Si le principe de précaution impliquait qu'il faille absolument éviter tout risque, la créativité et toute possibilité de progrès seraient paralysés et stérilisés. Mais comment mesurer les risques acceptables en les évaluant avec rigueur autant que possible et avec prudence? Qu'est-ce qui est aujourd'hui un risque raisonnable?

#### **1.4. La perte ou l'éclatement des références**

Personne d'entre nous ne souhaiterait sans doute vivre comme nos arrière-grands-parents, avec l'absence totale de confort que connaissait la majorité de la population, une longévité moyenne qui était de la moitié de celle que nous connaissons, les maladies sans traitement et les souffrances qu'elles engendraient, l'absence de culture, etc. Il n'y a pas lieu d'idéaliser le passé. L'impression générale est cependant que la génération qui nous suit connaîtra davantage de difficultés que nous, que certains s'en sortiront sans doute très bien, et d'autres, la majorité peut-être, seront en difficulté.

Les années d'après-guerre, de 45 à 75, les trente glorieuses comme on les a appelées, étaient marquées par un consensus de sens assez général: grâce à la dynamique économico-industrielle, demain serait meilleur qu'aujourd'hui. De fait, pendant cette période, les conditions de vie se sont considérablement améliorées pour la grande majorité de la population de nos pays (salaires, protection sociale, équipement des familles, accès aux études supérieures, vacances et loisirs, etc.), et les inégalités se sont fortement réduites<sup>4</sup>. Il est vrai qu'un noyau dur de pauvreté persistait, celui qu'on a alors appelé le Quart Monde. On espérait aussi à cette époque que la pauvreté et la faim dans le monde pourraient dans un avenir assez proche être vaincus par le développement. Il y avait large consensus, ce qui ne veut pas dire absence de tensions sociales: une lutte pour le partage des gains de productivité et de richesse était bien présente, mais cette lutte obtenait des résultats tangibles. L'avenir était plein de promesses, et il tenait ses promesses. Or cette belle mécanique a commencé à se gripper au milieu des années 70. Et certains ont parlé des trente piteuses après les trente glorieuses, pour désigner les années qui ont suivi ces trente glorieuses. Depuis dix ans, les choses ne se sont pas arrangées, au contraire.

La conjoncture présente est marquée par le contexte de mondialisation, par une concurrence internationale de plus en plus dure. Le spectre des délocalisations hante les esprits. Mais la réalité sociétale est bien plus complexe qu'une crise de production et de répartition.

L'avènement de la modernité, fondée sur la raison et l'idéologie libérale dominante depuis plusieurs générations, a eu des effets sociétaux et culturels considérables, qui ne sont pas tous négatifs, loin de là, mais qu'il convient d'évaluer.

– Il y a d'abord la valorisation de l'autonomie humaine, et par là tout à la fois la promotion de la liberté et celle de l'individu. Cette valorisation de l'autonomie est un acquis éminemment positif, acquis que l'Église a de la difficulté à reconnaître. L'individualisme montant a mis en cause les systèmes d'autorité et a entraîné une sécularisation de la société: la religion dominante, chrétienne en Europe et aux États-Unis et plus spécifiquement catholique en Belgique ou en France et dans le Sud de l'Europe, a cessé

---

<sup>4</sup> Si tous les pays européens ont connu un réel développement économique à cette époque, ce développement n'a pas été homogène: des écarts se sont creusés et subsistent entre les pays européens du Nord, du Sud et de l'Est.

- d'encadrer la société qui s'est libérée de ce qui était vécu comme un carcan.
- Il en est résulté un développement de la liberté de pensée et de croyance, revendiquée comme un droit humain fondamental, et par là une pluralisation des convictions. Cette société définitivement pluriconvictionnelle rend les consensus culturels et éthiques beaucoup plus problématiques. La présence d'une minorité significative musulmane complique encore la situation. On avait cru que le religieux allait progressivement s'effacer de l'horizon sociétal public, et voici qu'il se réaffirme fortement. Cela engendre de multiples crispations. Les musulmans, fraction importante de la jeunesse exclue, se crispent sur leur propre identité, leur différence, leur marquage religieux (sans pour autant que toute cette jeunesse soit islamiste ou se soit radicalisée). Crispations aussi au sein de la laïcité, face à ce retour d'une visibilité du religieux. Et crispations de l'Eglise catholique face à la laïcité et aux nouvelles questions éthiques...
  - Il est résulté aussi de cette dynamique de société ce que Danièle Hervieu-Léger appelle une exculturation du christianisme: bien que la société se soit largement sécularisée et que la séparation plus ou moins claire ou brutale entre Église et État ait été acquise dans la plupart des pays depuis plus d'un siècle, culturellement nombre de paradigmes chrétiens continuaient à faire consensus. Le calendrier chrétien et ses fêtes principales tout comme la pause du dimanche faisaient partie des évidences: la révolution française a bien essayé d'imposer son calendrier sécularisé, mais cela n'a pas tenu. Aujourd'hui, de façon plus ou moins explicite, des questions se posent à ce sujet: réduire le nombre de fêtes d'origine chrétienne et introduire dans le calendrier les grandes fêtes musulmanes ou juives, ou bien accepter que se vivent des calendriers de jours fériés parallèles? banaliser le dimanche ou supprimer le dimanche comme jour commun de pause dans le travail, en ayant en parallèle le samedi pour les juifs, le vendredi pour les musulmans...?
  - Le modèle familial relevait aussi de l'évidence, et faisait partie de cet héritage chrétien: il a fallu bien du temps avant que le divorce soit socialement et légalement accepté, et l'Église catholique a mis tout son poids pour l'en empêcher (à Malte, il vient seulement d'être légalisé, malgré la mobilisation de l'Eglise). Aujourd'hui,

dans une série de pays, – les Pays-Bas puis la Belgique ont été les premiers, – s’est imposée une redéfinition du mariage, union de deux personnes qu’elles soient hétérosexuelles ou homosexuelles (actuellement 15 pays). En France, ce sont les controverses autour du mariage pour tous. Le débat est lancé en Angleterre. Quels seront les effets à long terme de ce changement du paradigme familial? Personne ne peut le dire. Et ce sont de nouveaux bricolages dans ce cadre: un couple de lesbiennes avec enfant né de l’ovule de l’une, fécondé par un tiers donneur, mais inséminé dans l’autre femme, pour qu’il soit vraiment l’enfant des deux. Et en cas de divorce? Il ne faut cependant pas amplifier les questions: les couples homos resteront évidemment une petite minorité, et de plus ils ne souhaitent pas tous s’engager dans le mariage, pas plus que les couples hétéros...

- Les débats, par ailleurs, tournent autour de la dignité humaine, proclamée et revendiquée par tous, mais dans le cadre d’un conflit sur le contenu et les exigences de cette dignité: procréation médicalement assistée et éventuellement grossesse pour autrui, avortement, statut de l’embryon, euthanasie, conditions de l’adoption, etc. Il est clair qu’il n’y a plus de consensus autour de ces questions, et que pourtant des décisions politiques doivent être prises, ne fût-ce que parce qu’il faut placer des limites s’imposant à tous.
- La prégnance de l’économique dans sa version libérale a pour conséquence la généralisation d’une idéologie de concurrence. La concurrence entre entreprises, si elle est régulée, est un principe positif lié au marché, y compris dans une perspective d’économie sociale de marché, mais ce principe déborde largement le marché: concurrence entre les individus (il faut être compétitifs: seul contre tous), concurrence entre les régions et les États. En fait, c’est l’idée même de solidarité qui est mise en cause à tous les niveaux. La concurrence entre les États prédomine à l’heure actuelle sur la coopération qui est un principe fondateur de l’Union européenne. La prédominance de cette idéologie de la concurrence dans tous les domaines a aussi pour conséquence un accroissement des inégalités, même dans les pays dont l’économie paraît relativement plus solide (comme l’Allemagne qui connaît une catégorie croissante de travailleurs pauvres) ou en développement rapide (comme la Chine ou l’Inde).

- Cette prégnance de l'économique et du financier avec la priorité donnée au profit a aussi des effets culturels profonds. Il n'y a pas d'économie de marché possible sans profit, celui-ci étant indispensable à l'investissement et à la recherche-développement. Mais le profit n'est que l'un des facteurs constitutifs du fonctionnement de l'entreprise, qui a une fonction et une responsabilité sociétales. La financiarisation de l'économie a largement détourné le profit de certaines de ses fonctions principales, en particulier celle d'assurer un salaire digne pour les travailleurs et l'investissement en vue de l'avenir, au bénéfice des seuls actionnaires. Avec pour conséquence la priorité donnée au court terme. Cette priorité est elle-même largement entretenue par les échéances politiques des élections et le poids des pouvoirs économiques et financiers sur les décideurs.
- Du point de vue sociétal, l'idéologie de la concurrence s'imposant aux différents secteurs de la société et l'horizon temporel rétréci de l'exigence de profit ont engendré une culture du tout tout de suite: la dimension du temps et de la durée ne trouve plus sa place. Au niveau de l'ensemble de la société, c'est le déclin des liens de solidarité s'ils ne sont pas immédiatement profitables. L'affaiblissement du mouvement syndical et pour une part sa corporatisation en sont aussi un symptôme. De là, entre autres, la fragilisation de tous les liens sociaux.
- Cette conjonction de l'autonomie individuelle et de l'immédiat a aussi des conséquences importantes au niveau relationnel et interpersonnel. Il y a priorité à l'épanouissement personnel: la relation n'a de sens et n'est valorisée que si elle contribue ici et maintenant à mon bonheur, d'où la fragilité du mariage et de tous les engagements (y compris dans le ministère ecclésial ou la vie religieuse), avec toutes les souffrances que cela entraîne.
- Les références morales communes sont aussi brouillées: ainsi ces sites Internet qui proposent explicitement des rencontres extraconjugales (Gleeden qui dit dans sa publicité: «Le premier site de *rencontre* dédié aux personnes mariées. C'est extra-conjugal ! Désirant être infidèle, goûtez à l'adultère: une liaison avec un nouvel amant, ...»). La publicité dit aussi que cela coûte moins cher à la sécurité sociale que la dépression... Et cet autre site qui s'adresse directement aux hommes d'affaires proposant ce type de rencontre aux lieux où ils se rendent, un site parallèle va s'adresser aux femmes d'affaires...

- On peut se demander aussi si la consommation centrée sur l'idéal du confort et la volonté légitime de supprimer au maximum toute souffrance, n'a pas pour effet de priver de sens toute lutte contre la souffrance et dans la souffrance. L'euthanasie simultanée d'Eddy et Marc Verbessem, en Belgique, ces jumeaux de 45 ans, sourds et menacés de devenir aveugles, qui refusaient un tel avenir, n'est-elle pas un signe de ce contexte?

Cet ensemble de facteurs nous permet de parler d'une crise de la civilisation, et cette crise est lourde de menaces. L'humanité d'aujourd'hui est confrontée à deux bombes à retardement. L'augmentation des inégalités et la pauvreté de secteurs très importants des sociétés sont insupportables et pourraient engendrer de grandes violences si on continue dans cette voie. Les limites de la planète physique briseront notre système productif et de consommation, et donc notre mode de vie, si on ne le change pas. La logique du toujours plus n'est plus tenable.

De façon consciente ou inconsciente cela pèse sur les perceptions et les sentiments, cela crée une atmosphère qui est largement faite de désespérance, dominée par une « culture de l'inespoir », selon les mots de Jean-Claude Guillebaud, qui ajoute que c'est un gaz toxique que nous respirons tous les jours<sup>5</sup>.

### **1.5. Crise du projet européen**

À ces multiples symptômes de crise globale, il faut ajouter la crise du projet européen.

Le projet européen, né avec la CECA (1950) et le Traité de Rome (1957) avait un double objectif: assurer la paix sur le continent et créer les conditions d'une croissance et d'une prospérité partagée dans la coopération et la solidarité.

La paix est gagnée entre France et Allemagne et semble maintenant assurée pour l'ensemble des États membres. Quoique, certains font aujourd'hui le parallèle avec les années trente, avec la montée des nationalismes, des populismes et des extrêmes droites... Je cite Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg et ancien président de l'Eurogroupe: «Ceux qui croient que l'éternelle question de la guerre et la paix en Europe a trouvé une réponse définitive pourraient commettre

---

<sup>5</sup> *Une autre vie est possible*, L'Iconoclaste, Paris, 2012, pp. 12-13.

une monumentale erreur. Les démons [du nationalisme] n'ont pas été expulsés; ils sont seulement endormis» (Der Spiegel, 11.03.13)

La solidarité et la coopération sont aujourd'hui gravement mises à l'épreuve. L'ouverture européenne à une mondialisation, livrée à une concurrence sans merci et non régulée, d'une part, la situation de crise économique et sociale qui touche tous les pays membres, mais en frappe de façon dramatique certains (Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Irlande) ont fait éclater les déséquilibres et inégalités entre États et ont créé partout de nouvelles pauvretés. Le principe de concurrence non faussée entre entreprises, inscrit dans le traité pour la protection des consommateurs, a été transposé de fait en une concurrence entre États au niveau fiscal, salarial et social, en faussant la concurrence entre entreprises et en entraînant une spirale descendante quant aux rémunérations, à la protection sociale, aux services publics, etc. L'Angleterre a introduit dans le processus européen le jeu non coopératif en imposant l'idéologie du seul marché, en bloquant tout progrès politique qui requiert l'unanimité. Par ailleurs, la réussite économique de l'Allemagne, misant tout sur l'exportation, s'est faite sur le dos de ses partenaires européen et sur le dos des travailleurs (on dit que l'Allemagne exporte en Europe des produits et du chômage), avec le développement dramatique d'une nouvelle classe de travailleurs pauvres.

La négociation entre intérêts nationaux prend systématiquement le pas sur l'intérêt communautaire. Il n'y a plus de projet politique commun, et la solidarité est réduite au minimum intéressé: on sauve de justesse le système financier et économique grec, non par solidarité avec la population, mais pour éviter une contagion qui pourrait conduire à l'effondrement de pans entiers du système bancaire de grand pays comme l'Allemagne ou la France. La résolution de la crise bancaire à coup de milliards, augmentant l'endettement des États, a conduit à des politiques systématiques d'austérité. Le résultat, est une crise de l'emploi, en particulier dans les pays du Sud: quand le chômage atteint de tels niveaux, cela rend les sociétés explosives.

Il s'ensuit une méfiance croissante des citoyens vis-à-vis de l'Europe, un euroscepticisme montant ou des mouvements qui en appellent à une sortie soit de l'euro, soit de l'Union, alors qu'il est évident qu'aucun pays n'en sortira seul, même le plus grand et le plus puissant économiquement comme l'Allemagne face au bulldozer de la mondialisation et de la force de frappe des multinationales

Mais c'est aussi la démocratie qui est menacée en Europe: d'un côté il y a rupture de plus en plus profonde entre les opinions publiques,

les peuples et le gouvernement européen; d'autre part, la prise de pouvoir des gouvernements par le Conseil européen marginalise de fait le Parlement européen et les parlements nationaux.

### **1.6. Et les questions de toujours**

Si la situation globale de notre société est sans doute anxiogène et déprimante, on ne peut sous-estimer les questions de toujours, les questions qui viennent de l'extraordinaire fragilité de notre existence et de nos liens. La destinée individuelle marquée par la mort, cette mort que la culture cherche à masquer. Les accidents majeurs de santé: le cancer qui se déclare brutalement, la thrombose qui diminue brusquement les capacités physiques; les maladies dégénératives de plus en plus fréquentes pour les personnes âgées ou relativement âgées: maladie d'Alzheimer, maladie de Parkinson. Mais aussi les deuils brutaux d'un conjoint, d'un enfant...

D'une lettre toute récente, suite à une conférence où il était question de Dieu:

«La femme avec qui je partage ma vie, n'est pas Dieu mais l'amour que je lui porte est absolu. Avec elle, j'ai le sentiment profond d'accomplir une fusion complète entre ces deux notions au coeur de ma vie que sont la Liberté et l'Amour de l'autre. J'adore tous les membres de ma famille et au-delà j'ai beaucoup d'empathie pour le genre humain mais il n'y a qu'une personne dans ma vie que j'ai librement choisi d'aimer, c'est cette femme. [...] Alors Dieu dans tout ça? Lorsque je m'endors le soir ou me réveille le matin, j'ai, à côté de moi, physiquement, celle pour qui j'éprouve le sentiment profond d'un amour qui remplit ma vie. Dieu est trop abstrait, trop occulte. J'aime trop la vie pour me sentir attiré par une force invisible.»

Sans être rabat joie, où est le sens de la fragilité dans cette expression? Si demain, sa femme venait à mourir dans un accident d'auto? On peut espérer que cet homme ait en lui les ressources pour rebondir. Mais en attendant, il y a peut-être chez lui une sorte d'aveuglement sur la condition humaine réelle, un manque de distance réfléchie. Dieu ne vient pas combler cette béance inscrite au coeur de l'existence, mais cette béance demande à être de quelque manière rencontrée et assumée. Cette sorte d'insouciance du présent n'est-elle pas aussi caractéristique de notre société?

La vie peut-elle être porteuse de sens véritable sans affrontement conscient à la mort?

### 1.7. La fin d'un monde ou la fin du monde?

Jean-Claude Guillebaud écrit ainsi: «Le monde dans lequel nous sommes nés n'existe plus. La façon dont nous avons appris à être citoyens, salariés, entrepreneurs, fonctionnaires, employés, pères ou mères de famille, conjoints, enseignants, médecins ou journalistes [et j'ajoute: religieux], ne correspond plus du tout aux us en vigueur. Les façons de vivre ensemble sont périmées, comme le sont la plupart des institutions démocratiques qui fonctionnaient tant bien que mal avant-hier: État, école, Justice, Églises, syndicats, entreprises, partis politiques, etc. Nous sommes libérés et orphelins. Cette solitude endeuillée est d'autant plus cruelle qu'elle coïncide avec l'effacement des diverses cultures – paysanne, ouvrière, nationale ou politique –, la destruction de ces “nous” qui nous emmitouflaient<sup>6</sup>.»

Nous sommes peut-être à un de ces tournants majeurs, de ces ruptures dans l'histoire humaine de la culture, comme au temps du passage de la chasse et de la cueillette à celui de la culture, ou comme le tournant de l'usage de la vapeur et de la naissance du machinisme... Sans doute peut-on dire que ce tournant de civilisation catalyse une série de processus ou de tendances en cours depuis plus ou moins longtemps, et qui se sont développés à des rythmes différents. Mais il y a à la fois une accélération du processus et une façon dont il se catalyse dans le présent.

Fin d'un monde sans doute, mais pas la fin du monde – bien que celle-ci soit pour la première fois de l'ordre du possible du fait de la responsabilité humaine. Temps de métamorphose profonde et brutale. Temps donc de doute et d'inquiétude.

Il ne faut pas se cacher que la situation présente du monde, et plus précisément du monde que nous vivons dans nos pays, engendre inquiétudes et angoisses, et qu'il est aussi lourd de menaces pour l'avenir de notre société. L'enquête Ipsos, «France 2013» est à cet égard particulièrement inquiétante et interpellante. 82% des sondés pensent que les hommes et femmes politiques agissent davantage pour leur intérêt personnel que pour celui de la nation; 72% considèrent que la démocratie va mal; 87% disent qu'on a besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre; 86% affirment que l'autorité est trop souvent critiquée aujourd'hui... On est bien loin de mai 68! Les taux de réponse en Belgique ou au Portugal seraient-ils totalement différents? Ce n'est pas sûr.

---

<sup>6</sup> *Id*, pp. 108-109.

Ces derniers temps, j'ai entendu des politiques, des philosophes ou des journalistes: la conjoncture présente ne nous renvoie-t-elle pas aux années trente: un basculement totalitaire ne redevient-il pas pensable?

Comment échapper au risque du naufrage: naufrage de la qualité de vie, naufrage de la dignité humaine, naufrage des valeurs morales, naufrage du sens?

Comment faire face? Comment vivre vraiment dans cet horizon et comment aider à vivre? Quelles ressources humaines? Quelles ressources de la foi?

Si le diagnostic d'un tournant ou d'une métamorphose de civilisation est correct, il faut l'envisager comme un défi, et dans doute aussi comme la possibilité d'une chance pour l'avenir de l'humanité, à condition qu'on prenne bien ce tournant.

## **2. DES RAISONS D'ESPÉRER**

### **2.1. L'urgence d'un changement nécessaire**

L'horizon présent et futur est plein de questions graves, porteur de légitimes inquiétudes. Sommes-nous pour autant dans l'impasse? Notre société et l'humanité sont-elles condamnées à cet éclatement concurrentiel et conflictuel, à cet écart croissant des inégalités, avec leur potentiel de violence? À plus long terme, l'humanité serait-elle condamnée à sa propre extinction ou peut-être à une survie minimale du fait du manque de responsabilité et de l'incapacité de prendre les décisions nécessaires et difficiles, de l'incapacité de prise en charge commune de la dimension temporelle? La question doit certainement se poser, et il y a urgence à le faire.

Un sursaut est possible et à espérer.

En 1950, Schuman rebondissant sur une proposition d'Adenauer d'une union économique et politique avec la France, proposition inacceptable en l'état, lance le processus européen par une méthode douce et de petits pas. L'idée d'une réconciliation entre les États qui étaient à peine sortis de la guerre qu'ils s'étaient faite entre eux, était inimaginable. Au cours d'un siècle France et Allemagne avaient tragiquement été dévastées par trois guerres. Les ressentiments étaient profonds et tenaces. Schuman et Adenauer ont eu raison de parier sur un avenir différent, de croire que l'impossible deviendrait possible. Ils ont

réussi parce qu'ils ont pu montrer qu'il y avait intérêt à mettre en commun les industries du charbon et de l'acier pour reconstruire l'économie des deux pays. Et la réconciliation s'est faite, même si aujourd'hui on voit remonter des tensions politiques.

Il est vrai que les questions et défis d'aujourd'hui sont d'une autre ampleur, parce qu'ils sont mondiaux et bien plus complexes, et qu'ils portent sur l'avenir même de l'humanité et plus immédiatement de notre société européenne, de sa culture, de sa civilisation. Mais la crise peut être un choc salutaire. Les replis régionalistes ou nationalistes et la poursuite de la concurrence entre États au lieu de la coopération ne permettront pas de sortir de la crise économique et financière. Ce n'est que dans un sursaut de solidarité européenne qu'une issue positive est possible, et donc plus d'Europe et mieux d'Europe. Mais cela suppose aussi plus de participation et de responsabilité démocratique. Des voix minoritaires mais progressivement plus nombreuses en appellent en ce sens.

Par ailleurs, il est devenu intellectuellement évident que notre système de production et de consommation conduit à l'impasse. Il faut encore que politiquement et culturellement on se mobilise pour ouvrir d'autres voies: une société et une économie plus sobre, plus en harmonie avec la nature, plus égalitaire.

Les mutations en cours ou nécessaires ne se feront pas toutes seules ni sans souffrances. Comment gérer la tension entre relance de la croissance pour créer de l'emploi et changement des modes de production et de consommation, ce qui implique la destruction de nombre d'emplois direct impliqués dans la production qu'il s'agit de mettre en cause: quelles alternatives pour les travailleurs, en sachant que de nouveaux modèles de production ou la production d'autres types de produits demandent des investissements importants et du temps? Comment gérer des drames comme Ford Genk<sup>7</sup> ou Arcelor Mittal<sup>8</sup> à Liège,

---

<sup>7</sup> Jusque assez récemment, la Belgique était un centre très important de montage de voitures: Ford, Renault, Volkswagen, Opel, Volvo... Ces usines employaient des milliers de travailleurs. La plupart de ces usines ont fermé ou ont été très durement restructurées ces dernières années, créant des dizaines de milliers de chômeurs.

<sup>8</sup> La Belgique a été au 19<sup>e</sup> s. le premier pays d'industrialisation lourde du continent, après l'Angleterre, en particulier dans le domaine de la sidérurgie. La plupart de ces usines ont progressivement été fermées. Les plus grandes entreprises belges ont été reprises par des multinationales étrangères, entre autres l'Indien Laxmi Mittal pour la sidérurgie liégeoise. Celui-ci a décidé, contre les engagements pris, de démanteler toute la phase chaude de la production, ce qui menace à terme aussi la phase froide.

avec tous leurs sous-traitants? Tenir à bout de bras des industries alors qu'on sait qu'il y a surproduction ou qui ne sont plus dans les conditions minimales de rentabilité, pour sauver à court terme l'emploi? Répéter le gouffre à millions qu'a été le maintien en activité des charbonnages, au lieu de créer du neuf? Mais comment gérer l'entredoux entre fermeture et industries nouvelles, dans la solidarité et sans conduire les travailleurs au désespoir et à la misère?

Mais la révolution nécessaire est aussi éthique: la revalorisation de la dimension relationnelle de la vie, de la solidarité et de la perspective longue du temps. Or précisément, la dimension du temps est de fait réintroduite par la problématique de l'environnement et du climat. Il est à espérer que ce paradigme du temps long, de la coopération indispensable et de la solidarité actuelle et intergénérationnelle s'inscrive progressivement dans la culture et prenne la place du paradigme individuel du tout tout de suite dans un univers concurrentiel.

Cette révolution éthique nécessaire est aussi spirituelle, au sens large du terme: prendre appui sur les ressources humaines de dignité, d'espoir malgré tout, de solidarité au quotidien, de non-résignation au mal...

En fait, il s'agit de réajuster

- notre rapport aux autres: c'est tous ensemble, dans la solidarité et la coopération que nous pourrons en sortir, solidarité et coopération aux niveaux européen et mondial;
- notre rapport à la nature, qui n'est pas un fonds inépuisable de ressources à notre disposition, mais appel à une existence en harmonie;
- notre rapport aux choses, dans la mesure, la sobriété et la qualité, contre la surconsommation et le toujours plus;
- notre rapport au temps, en réintégrant la durée longue, contre les impératifs du profit ou de l'intérêt immédiat;
- notre rapport à l'espace, à l'inverse d'une urbanisation de mégapoles ingérables.

Au cœur de ces cinq rapports qu'il y a à réajuster, s'impose la reconnaissance de nos limites et des limites de notre terre, contre notre rêve de toute-puissance, le rêve de s'affranchir de toute limite. Et il s'agit surtout de mettre la personne humaine en relation horizontale universelle et dans son rapport à l'avenir au centre des décisions.

Le changement nécessaire se heurte cependant à d'importants obstacles:

- le discours idéologique qui canonise la théorie selon laquelle plus de croissance et d'enrichissement des riches rejaillira spontanément et par diffusion en une diminution de la pauvreté, théorie jamais démontrée, de multiples indices indiquant que cette corrélation est fausse;
- le discours sur la relance de la croissance, c'est-à-dire relancer la machine productive en poussant à davantage de consommation, sans s'interroger sérieusement sur les modes de consommation et de production;
- la répartition diffuse de l'intérêt à ce que le système continue: on attend spontanément que l'argent placé ou l'assurance pension apporte le maximum d'intérêt sans s'interroger sur la façon dont cet intérêt est obtenu, avec pour conséquence des catastrophes comme Dexia<sup>9</sup>;
- le sentiment d'impuissance: cela nous dépasse, c'est trop compliqué, et de toute façon on ne peut rien y faire;
- la conviction qu'il n'y a pas d'alternative: il n'y a pas un système économique et productif alternatif crédible.

N'est-il pas trop tard? On ne sait pas. Peut-être. Mais si on ne fait rien, ce sera certainement trop tard. Le changement nécessaire suppose:

- une prise de conscience collective de la gravité de la situation et du sens de l'urgence;
- la mobilisation la plus large possible: il ne suffit pas de changer les élites; il y a nécessité de leadership qui ne se présente pas comme ayant la solution, mais capable de sensibiliser et d'orienter.

Cet avenir différent, qui s'exprime dans le slogan «Un autre monde est possible», demande à être modestement anticipé dans le quotidien des pratiques. Sur ce terrain, la responsabilité de chacun et chacune est engagée, la responsabilité des associations et des institutions. Et aussi la responsabilité des communautés chrétiennes et des Églises. Il y a urgence à instaurer des lieux démocratiques de débat sur le sens de notre vie ensemble en société.

---

<sup>9</sup> Grande banque franco-belge, née de la fusion de deux banques coopératives au service des communes, qui ayant perdu totalement l'esprit coopératif a largement spéculé et a été emportée dans la tourmente des subprimes. Les pertes de la banque ont été assumées par les États belge et français, chacun pour au moins 6 milliards d'euros.

Il y a urgence à risquer les démarches préparant une autre société, un autre avenir. Il n'y a aucune certitude de réussite, mais il est de plus en plus sûr que si on laisse les choses aller comme elles vont, on va collectivement à la catastrophe.

Du point de vue éthique, on peut dire qu'il y a urgence à revaloriser le bien commun au sens où le définit l'enseignement social de l'Église catholique: la recherche des conditions économiques, sociales et politiques qui permettent d'assurer à toutes les personnes et à tous les groupes sociaux (au niveau familial, local, national, européen et mondial) l'accès à leur meilleur épanouissement. Aujourd'hui, on est très loin du compte.

## **2.2. Des signes et des germes d'un autre possible**

Dans leur ensemble, les médias n'encouragent ni l'optimisme ni l'espoir. La violence et les catastrophes sont bien plus présentes que les bonnes nouvelles. Est-ce un parti pris? Non, il se fait que les unes sont plus vendables que les autres. Pourquoi? parce que les gens aiment cela? Je ne pense pas. La violence ou la catastrophe sont le plus souvent des événements ponctuels et dont on a des images, même si on sait qu'il y a sélection, car il y a les conflits oubliés... Quant aux famines endémiques, cela ne fait pas la nouvelle: ce sont toujours les mêmes images. Les signes d'espoir ne font pas l'actualité, parce que le plus souvent il n'y a pas d'images, pas d'images frappantes en tout cas. Pour les déceler, pour les mettre en image ou en récit, il y faut beaucoup plus de temps (présence, accompagnement, interviews, et durée...), or le temps, c'est de l'argent. Les médias sont ainsi faits.

Sur la durée, on peut relever une série de faits positifs:

- La bombe démographique n'a pas explosé: la population mondiale continue à s'accroître, et cela pose question, mais partout les courbes de fécondités deviennent plus raisonnables... Dans nombre de pays d'Europe occidentale, elles ont même tellement chuté que cela devient préoccupant: Allemagne, Italie et Espagne, Russie, Bulgarie, Roumanie, etc. Sans parler de la Chine, où la politique d'un seul enfant commence à poser de très sérieux problèmes.
- Si les inégalités ont partout augmenté, si de nouvelles formes de pauvreté apparaissent chez nous, et en particulier dans le pays le plus riche et le plus puissant de l'Union européenne, l'Allemagne,

l'extrême pauvreté, en nombre et en pourcentage, a diminué dans nombre de pays, en particulier en Chine et en Inde, mais aussi au Brésil. Et une nouvelle classe moyenne se construit. La Chine a enfin compris que le niveau de vie de la population travailleuse devait être amélioré, que toute l'économie ne pouvait viser la seule exportation.

- De grandes causes ont fait du progrès dans les mentalités, dans les discours et les pratiques politiques, même s'il reste beaucoup à faire: l'égalité des femmes, les questions d'environ et de climat, les discriminations sur fondement racial. La Déclaration universelle des droits de l'Homme et les différentes chartes et conventions sur les droits politiques et sociaux, ou les droits culturels sont un progrès, même si les États qui les ont ratifiées ne les respectent souvent pas ou trop peu.

Dans le présent, une multitude de signes positifs

- On se plaint que la militance a baissé, ce qui n'est pas faux. Mais les initiatives et les réseaux associatifs ne cessent de se développer un peu partout, et viennent en partie au moins contrebalancer l'individualisme exacerbé
- Internet est un instrument ambigu: il répand pornographie et pédopornographie, il est utilisé par les réseaux criminels et mafieux. Mais il est aussi un extraordinaire instrument de solidarité, de mobilisation, d'action. Différentes campagnes lancées par Avaaz ont eu des effets positifs, et si les printemps arabes ont été à leur départ aussi peu violents, on sait aujourd'hui que c'est entre autres grâce à Internet qui a diffusé dans le milieu des jeunes des pratiques et des consignes de non-violence.
- Les forums sociaux mondiaux ou continentaux se font entendre: une société civile internationale est en train de se tisser.
- Dans le domaine de la violence et des armements, des campagnes internationales ont porté du fruit: officiellement, les mines antipersonnel ou les bombes à fragmentation sont interdites (mais de grands États, en particulier les États-Unis n'ont pas ratifié de telles conventions). Actuellement ce qui est en débat, c'est le traçage du commerce des armes de petit calibre, celles qui font le plus de victimes dans le monde.

- Des campagnes sont en cours concernant le droit à l'eau et à l'accès à l'eau, pour la définition de l'eau comme bien commun. Les résistances de la part des pouvoirs économiques et industriels sont énormes, mais le mouvement est là.
- Des manières de faire nouvelles s'expérimentent: liens entre producteurs et consommateurs dans le domaine de l'alimentation, partage des savoirs et des compétences au niveau local, modes de financement alternatif, agriculture familiale et paysanne, etc.
- Des mobilisations internationales ont contraint certaines entreprises à respecter davantage les normes internationales du travail, au sein de leurs propres usines, mais aussi chez leurs sous-traitants. De ce point de vue, la catastrophe de Dacca au Bangladesh et son millier de morts parmi les travailleurs, a été un choc salutaire.
- Des manières nouvelles aussi à un autre niveau: responsabilité sociale des entreprises (RSE), chartes déontologiques signées par des entreprises (Global compact), etc. Il ne faut pas être naïf: on soigne l'image de marque, mais cela a aussi des effets positifs sur les conditions de travail, travail des enfants entre autres.
- Sur les nouvelles questions éthiques et les législations concernant les pratiques nouvelles, dans différents pays, il y a des commissions éthiques, comme au sénat en Belgique pour l'euthanasie: tous les participants de ce débat se sont déplacés sur leurs positions de départ parfois trop tranchées dans un sens ou dans l'autre.
- Il n'y a sans doute pas de réponse univoque et tranchée à la question que pose l'euthanasie, mais en même temps, on peut dire que les soins palliatifs consistent en une réhumanisation de la mort dans une société qui l'a largement écartée de l'expérience des vivants.
- On peut diverger sur la question du statut légal de l'union homosexuelle (mariage), mais il faut reconnaître qu'il y a progrès par rapport à la violence et la discrimination imposée aux personnes homosexuelles.
- Très peu visible, dans le quotidien, les multiples gestes et comportements de solidarité, d'entraide; les multiples pratiques de débrouille créative (même si plus ou moins souvent à la limite de la légalité).

Tout cela montre qu'il y a des ressources au sein de la société. Que des choses nouvelles naissent et sont porteuses de sens. Suffiront-elles

à faire naître un nouveau monde, une nouvelle société plus juste, plus équilibrée, plus respectueuse de la dignité humaine pour tous, plus en harmonie avec la nature, et plus prudente de ce point de vue? Il est impossible de le dire. On peut et on doit l'espérer.

Une réalité fondamentale peut soutenir et animer l'espérance: la dynamique prophétique historique. Au cours de l'histoire, des hommes et des femmes ont cru que l'état des choses pouvait être autre, ils l'ont commencé, et l'histoire leur a donné raison. Certains d'entre eux l'ont payé de leur vie. Socrate a ouverte la philosophie européenne à la démarche critique. Il a été condamné à mort, mais sa démarche continue de féconder la pensée. Gandhi a ouvert le chemin de la non-violence politique. Il en va de même de certains mouvements sociaux. Au 19<sup>e</sup> s., des ouvriers ont cru qu'ils pouvaient changer les conditions de travail face au capitalisme industriel naissant impitoyable: nous leur devons la sécurité sociale. Les suffragettes, premières féministes organisées, dont on s'est moqué, sont à l'origine du mouvement féminin mondial ; comme les premiers écolos, tenus pour de doux rêveurs, ont initié la problématique de l'environnement. Aujourd'hui, plus un parti ne peut se permettre de proposer un programme sans qu'y apparaissent les questions concernant les femmes ou l'environnement. Tous ceux là ont eu raison contre le mouvement et les institutions de leur temps. Sans eux, que serait la société aujourd'hui?

Pour le croyant, il en va de même de Jésus. Il a été condamné parce qu'il mettait en cause le fonctionnement social et religieux de son temps, en prenant le parti de tous ceux qui étaient objet de mépris et mis en marge: le Temple et l'Empire ont disparu depuis bien longtemps, mais l'Évangile continue à féconder l'histoire. Dans la résurrection, Dieu manifeste qu'il est présent au cœur de cette dialectique historique.

La question pour nous: osons-nous croire en la possibilité d'un monde différent, d'un autre monde possible? Oserons-nous le risquer modestement, dans les petites choses de la vie, dans nos choix politiques ou religieux, tout en sachant modestement que nous pouvons aussi nous tromper dans cette anticipation?